



VEILLE BIMENSUELLE

NUMERIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 18 – 17 au 29 novembre 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le Chancelier de l'Echiquier a annoncé des mesures pour le secteur numérique dans l'*Autumn Statement 2022*

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement britannique bloque le rachat de *Newport Wafer Fab*, une entreprise britannique produisant des composants pour les semi-conducteurs, par une entreprise à capitaux chinois
- La *Competition and Markets Authority* a lancé une enquête approfondie sur le duopole d'*Apple* et de *Google* dans les écosystèmes mobiles
- Les régulateurs de la sécurité en ligne du R-U, d'Australie, de Fidji et d'Irlande lancent le *Global Online Safety Network Regulator*
- La *Competition and Markets Authority* a lancé une enquête sur l'acquisition de *VMware* par *Broadcom*
- Le R-U a collecté 360 M£ de recettes fiscales auprès des *Big Tech* américaines au cours de l'année 2020/2021 via la *Digital Services Tax*
- Le R-U a signé un *Memorandum of Understanding* avec l'Afrique du Sud afin de renforcer leur coopération dans la technologie, la recherche et l'innovation

Télécommunications et réseaux

- *British Telecom* a déclaré vouloir travailler avec le gouvernement et ses concurrents pour fournir du haut débit aux ménages à faibles revenus

Données et intelligence artificielle

- La Ministre en charge du *Department for Digital, Culture, Media and Sport* a adopté les documents réglementaires relatifs à la décision d'adéquation accordée à la République de Corée
- Rapport : [From Data Divide to Data Dividend, Harnessing the benefits of government data to solve societal challenges, WPI Economics, November 2022](#)

Spatial

- Le *Spaceport Cornwall* a obtenu la première licence de port spatial du R-U ouvrant la voie aux lancements spatiaux horizontaux
- Le gouvernement s'engage à consacrer 1,84 Md£ à des programmes spatiaux lors de la réunion de la conférence ministérielle de l'Agence spatiale européenne

Ecosystème tech

- Rapport : [The ScaleUp Index 2022, Beauhurst](#)
- *British Business Investments* a engagé 350 M£ de financements au cours de ces douze derniers mois
- Le maire de la *City* de Londres souhaite créer un fonds d'investissements pouvant atteindre 100 Md£ afin de soutenir les entreprises britanniques à forte croissance

Fait marquant: Le Chancelier de l'Echiquier a annoncé des mesures pour le secteur numérique dans l'Autumn Statement 2022

Le 17 novembre, un mois et demi après le « mini-budget » de son prédécesseur Kwasi Kwarteng qui avait affolé les marchés financiers, le nouveau Chancelier de l'Echiquier (Ministre des finances) Jeremy Hunt a présenté son [Autumn Statement](#) devant le Parlement. Dans son discours, qui visait notamment à restaurer la crédibilité économique du R-U, le Chancelier a notamment annoncé des hausses d'impôts et des réductions des dépenses publiques conduisant à une consolidation budgétaire de 55 Md£ à horizon 2027/2028 et des mesures qui concernent les entreprises et le secteur du numérique ; Jeremy Hunt a ainsi :

- souligné son objectif de « *faire du Royaume-Uni la prochaine Silicon Valley* » ;
- confirmé les annonces faites par Kwasi Kwarteng concernant l'extension et l'augmentation du *Seed Enterprise Investment Scheme* (SEIS) destiné à soutenir les entreprises en phase d'amorçage ;
- déclaré continuer à soutenir l'*Entreprise Investment Scheme* (EIS) et les *Venture Capital Trusts* (VCT) et regarder « l'intérêt de les étendre à l'avenir », mais contrairement à Kwasi Kwarteng, il n'a pas pris d'engagements en ce sens ;
- que la part de financement public consacrée à la R&D ne serait pas réduite et qu'elle serait portée à 20 Md£ d'ici 2024-25. Le taux du crédit d'impôt pour les dépenses de recherche et de développement (RDEC) passera de 13 à 20 % pour les grandes entreprises. Parallèlement, pour les PME l'allègement fiscal supplémentaire pour la R&D sera ramené de 130 % à 86 %, et le taux de RDEC passera de 14,5 % à 10 % ;

- annoncé que le *Digital Markets, Competition and Consumer Bill*, serait présentée au Parlement lors de la troisième session parlementaire 2022/2023, au printemps 2023 ; cette loi doit permettre la mise en place officielle de la *Digital Markets Unit* (DMU), une nouvelle entité au sein de l'autorité de concurrence britannique destinée à faire appliquer un nouveau cadre de régulation aux marchés numériques ;
- confirmé son soutien au *Project Gigabit*, avec l'ambition d'atteindre 85 % de couverture de couverture fibre optique à travers le pays en 2025 et 100 % en 2030.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le gouvernement britannique bloque le rachat de *Newport Wafer Fab*, une entreprise britannique produisant des composants pour les semi-conducteurs, par une entreprise à capitaux chinois

Le gouvernement britannique a bloqué le rachat de *Newport Wafer Fab*, le plus grand fabricant britannique de pièces de silicone, notamment utilisées dans la fabrication de puces électroniques, par une entreprise à capitaux chinois, *Nexperia*, plus d'un an après l'annonce de sa prise de contrôle pour un montant de 63 M£. Dans son [avis d'ordonnance finale](#), le ministère en charge de l'industrie (BEIS) invoque un risque pour la sécurité nationale lié à « la possibilité que ces activités sapent les capacités du Royaume-Uni ». En outre, il indique que « l'emplacement du site pourrait faciliter l'accès à l'expertise technologique et au savoir-faire du cluster du sud du Pays de Galles, et les liens entre le site et ce Cluster pourraient empêcher ce dernier d'être engagé dans des projets futurs relevant de la sécurité nationale ». Le patron de *Nexperia* au Royaume-Uni, Toni Versluijs, a considéré que cette décision était erronée et disproportionnée compte tenu des engagements proposés par l'entreprise et a annoncé faire appel de cette décision.

2 La *Competition and Markets Authority* a lancé une enquête approfondie sur le duopole d'*Apple* et de *Google* dans les écosystèmes mobiles

La *Competition and Markets Authority* (autorité de concurrence – CMA) a lancé le 22 novembre une [enquête](#) de marché approfondie sur la façon dont *Apple* et *Google* dominent le marché des navigateurs mobiles et sur la façon dont *Apple* restreint les jeux en nuage via son *App Store*. La CMA avait lancé une consultation quant à l'opportunité de lancer une telle enquête, qui avait recueilli une majorité de réponses positive. Selon la CMA, en 2021 97 % de la navigation web mobile au Royaume-Uni avait lieu via des navigateurs utilisant le

moteur de navigation d'*Apple* ou de *Google*, de sorte que toute restriction sur ces moteurs peut avoir un impact majeur sur l'expérience des utilisateurs. La CMA rendra ses conclusions dans les 18 mois.

3 Les régulateurs de la sécurité en ligne du R-U, d'Australie, de Fidji et d'Irlande lancent le *Global Online Safety Network Regulator*

Le *Global Online Safety Network Regulator* a été [lancé](#) à Washington à l'occasion du *Family Online Safety Institute* à Washington. Ce réseau international regroupe les régulateurs de la sécurité en ligne du R-U (*Office for Communications* – régulateur des télécommunications), d'Australie, de Fidji et d'Irlande (comme observateur seulement). Il a pour objet d'ouvrir la voie à une approche internationale de la réglementation de la sécurité en ligne, de partager des informations, des expériences et des meilleures pratiques. Les membres partageront un engagement à agir indépendamment de toute influence commerciale et politique, ainsi qu'à respecter les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Selon [Politico](#), la participation de l'autorité irlandaise à ce réseau aurait soulevé quelques interrogations de la part d'officiels européens. En effet, en tant que pays membre de l'UE, l'Irlande est partie au Comité européen de protection des données (EPDB) qui encadre la coopération entre les différentes autorités de protection des données et veille à la cohérence des pratiques des autorités. La participation de l'autorité irlandaise au *Global Online Safety Regulator* pourrait ainsi apparaître comme entrant en concurrence avec ses engagements européens.

4 La *Competition and Markets Authority* a lancé une enquête sur l'acquisition de de *VMware* par *Broadcom*

La *Competition and Markets Authority* (autorité de la concurrence – CMA) a lancé une [enquête](#) préliminaire (phase 1) sur l'acquisition de *VMware*, entreprise américaine qui fournit des technologies de virtualisation et d'informatique en nuage, par *Broadcom*, entreprise américaine produisant des semi-conducteurs et des logiciels. *Broadcom*, qui faisait partie de la société informatique *Dell* avant d'en être détaché l'année dernière, a annoncé l'opération en mai dernier. Un porte-parole de *Broadcom* a [déclaré](#) : « Nous sommes convaincus que cette opération ne présente aucun problème de concurrence. (...) nous prévoyons que la transaction sera finalisée au cours de l'exercice 2023 de *Broadcom* ». Si elle trouve d'autres motifs de préoccupation en matière de concurrence, la CMA fera passer l'enquête à la phase 2.

5 Le R-U a collecté 360 M£ de recettes fiscales auprès des grosses entreprises américaines du numérique via la *Digital Services Tax* au cours de l'année 2020/2021

Un [rapport](#) publié par le *National Audit Office* (NAO) révèle que le R-U a collecté 360 M£ de recettes fiscales auprès des grosses entreprises américaines du numérique via la [Digital Services Tax](#) (DST) au cours de l'année fiscale 2020/2021. Les recettes sont supérieures aux prévisions initiales du *HM Revenue and Customs* (HMRC) qui prévoyait en juillet 2019 que la taxe rapporterait 257 M£, soit 30 % de moins que celles constatées. Le rapport révèle également que la majorité des entreprises numériques concernées ont payé plus en DST qu'en impôt sur les sociétés standard. La DST a été introduite en avril 2020 pour taxer les entreprises numériques qui fournissent des plateformes de médias sociaux, des moteurs de recherche ou des *market places* et qui ont un chiffre d'affaires global de plus de 500 M£, dont au moins 25 M£ proviennent d'utilisateurs britanniques. Parmi les entreprises concernées par cette taxe figurent des géants américains du numérique tels que *Google*, *Amazon*, *Meta*, *Apple* et *eBay*. Pour [Gareth Davies](#), à la tête du NAO : « *HMRC pourrait encore rencontrer des difficultés pour faire respecter cette taxe, en particulier parmi les groupes sans présence physique au Royaume-Uni. Il devrait s'assurer que les grandes entreprises numériques opérant au-delà des frontières du Royaume-Uni sont conscientes de l'existence de la taxe et s'y conforment* ».

6 Le R-U a signé un *Memorandum of Understanding* avec l'Afrique du Sud afin de renforcer leur coopération dans la technologie, la recherche et l'innovation

A l'occasion de la visite d'Etat du Président sud-africain au R-U, les deux pays ont signé un [Memorandum of Understanding](#) (MoU) à leur accord de coopération scientifique signé en 1995, afin de renforcer leur coopération dans la technologie, la recherche et l'innovation. Le R-U et l'Afrique du Sud se sont ainsi engagés à promouvoir des initiatives conjointes dans ces secteurs et à encourager la coopération des entités publiques, du monde universitaire et des entreprises privés. Les deux pays prévoient notamment de renforcer leur coopération dans la *cleantech*, l'intelligence artificielle, les données, le spatial et le quantique.

📡 Télécommunications et réseaux

1 *British Telecom a déclaré vouloir travailler avec le gouvernement et ses concurrents pour fournir du haut débit aux ménages à faibles revenus*

British Telecom (BT) [estime](#) qu'il n'est pas viable que l'ancien monopole assume la plus grosse part des coûts destinés à fournir du haut débit aux ménages à faibles revenus et souhaite travailler avec ses concurrents et le gouvernement. Selon Marc Allera, directeur général des marques grand public du groupe, un fonds devrait être créé afin de subventionner les clients qui ont besoin d'aide. Selon M. Allera, plus de 85 % des « tarifs sociaux », qui sont généralement proposés aux ménages bénéficiant d'aides sociales, ont été fournis par *BT*, alors que le groupe ne détient qu'un tiers de parts de marché du secteur, selon les données du régulateur *Ofcom*.

🌐 Données et intelligence artificielle

1 *La Ministre en charge du *Department for Digital, Culture, Media and Sport* a adopté les documents réglementaires relatifs à la décision d'adéquation accordée à la République de Corée*

Le 23 novembre, Michelle Donelan la Ministre en charge du *Department for Digital, Culture, Media and Sport*, a adopté les [règlements d'adéquation](#) qui déterminent que la République de Corée offre un niveau de protection des données équivalent au niveau britannique en ce qui concerne les transferts de données personnelles. Les règlements entreront en vigueur le 19 décembre 2022. Le champ d'application couvre la législation coréenne sur la protection des données (*Personal Information Protection Act – PIPA*), sans aucune exemption. Il s'agit de la première décision d'adéquation accordée par le R-U depuis le Brexit. Selon le [gouvernement](#), cette décision générera des gains de 14,8 M£ par an en économies et en accroissement des exportations. La République de Corée bénéficie également d'une décision d'adéquation de la Commission européenne accordée le 17 décembre 2021, mais le champ d'application de la décision britannique est plus large. Les entreprises britanniques pourront par exemple partager avec la République de Corée des données personnelles liées à des informations bancaires afin de faciliter l'identification des clients et la vérification des paiements.

2 [Rapport : From Data Divide to Data Dividend, Harnessing the benefits of government data to solve societal challenges, WPI Economics, November 2022](#)

Dans ce rapport, *WPI Economics* a analysé l'utilisation des données dans l'élaboration des politiques publiques par la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, afin de déterminer l'efficacité de l'adaptation de ces pays aux nouvelles technologies comme l'IA. Le rapport démontre que le Royaume-Uni a obtenu de bons résultats dans l'indice mondial de préparation à l'IA (*Oxford Insights AI Readiness index*); ce score est notamment supérieur à celui de la France. Le rapport révèle également que le Royaume-Uni a investi plus de 2,3 Md£ dans l'IA depuis 2014 pour moderniser les services publics. Ce rapport fait écho au *AI Plan*, une stratégie sur 10 ans publiée par le gouvernement en septembre 2021 et ayant pour ambition d'élever le R-U au rang de « superpuissance de l'IA ».

Spatial

1 [Le Spaceport Cornwall a obtenu la première licence de port spatial du R-U ouvrant la voie aux lancements spatiaux horizontaux](#)

L'autorité de l'aviation civile britannique a [accordé](#) la licence de port spatial au *Spaceport Cornwall*, après l'autorisation du secrétaire d'Etat aux transports Mark Harper. Basé à l'aéroport de *Cornwall Newquay*, le *Spaceport Cornwall* a démontré qu'il respectait les directives en matière de sûreté, de sécurité et d'environnement, ainsi que les exigences en matière d'infrastructures. La licence signifie que le lancement de la fusée *LauncherOne* de *Virgin Orbit*, qui sera lancée par son *Boeing 747* modifié « *Cosmic Girl* », pourra avoir lieu. Ce lancement marquera le premier lancement de satellite depuis le Royaume-Uni, qui entend devenir une importante place de lancement orbitale pour les satellites. Cependant, *Virgin Orbit* et les opérateurs de satellites doivent encore obtenir le feu vert pour les "licences de lancement et de portée".

2 [Le gouvernement s'engage à consacrer 1,84 Md£ à des programmes spatiaux, lors de la conférence ministérielle de l'Agence spatiale européenne](#)

Lors de la réunion du Conseil des ministres de l'Agence spatiale européenne (ESA – indépendante de l'UE) qui s'est tenue à Paris la semaine dernière, le gouvernement britannique s'est [engagé](#) à consacrer 1,84 Md£ de financements à d'importants programmes

spatiaux. Cette contribution couvrira une série de programmes allant de la durabilité de l'espace au soutien du rover martien « *Rosalind Franklin* », construit par le R-U. Jusqu'à 200 M£ ont également été engagés pour soutenir le secteur de l'observation de la terre. Selon le gouvernement, ces engagements « record » lui permettront de développer le secteur spatial britannique et de réaliser les ambitions de sa stratégie spatiale.

Ecosystème tech

1 Rapport : [The ScaleUp Index 2022, Beauhurst](#)

La cinquième édition du *ScaleUp Index* de *Beauhurst* montre que :

- le nombre total de *scaleups* a augmenté de 119 % depuis 2017 soit 8 457 entreprises ;
- ces chiffres indiquent que malgré les défis des cinq dernières années, les *scaleups* continuent de faire preuve d'une grande capacité d'innovation et de croissance ;
- 4 876 *scaleups* ont connu plusieurs périodes de *scaling* entre 2012 et 2021, ce qui représente 58 % de l'ensemble des *scaleups*, dont 32 % sont passées par trois périodes ou plus ;
- lorsque l'on considère les différents types de *scaling* : 25 % ont été réalisés par des augmentations à la fois des effectifs et du chiffre d'affaires, 37 % par la seule augmentation du chiffre d'affaires, et 35 % par l'augmentation des effectifs ;
- les *scaleups* sont observées dans tous les secteurs et dans l'ensemble du Royaume-Uni avec notamment des *clusters* à Edimbourg, Bristol, Leeds, Manchester et dans le Buckinghamshire.

2 *British Business Investments* a engagé 350 M£ de financements au cours de ces douze derniers mois

British Business Investments, filiale de la *British Business Bank*, a [engagé](#) 350 M£ de financements au cours des douze derniers mois auprès de 20 partenaires, dont des fonds de capital-risque comme *Praetura Ventures* et des prêteurs comme *Atom Bank*. *British Business Investments* a déclaré avoir engagé près de 3,4 Md£ de fonds depuis 2014 et soutenir actuellement 24 000 petites entreprises britanniques, dont 85 % sont basées hors de Londres. Selon ses résultats annuels clos en mars 2022, *British Business Investments* a déclaré un bénéfice avant impôt de 189,4 M£.

3 Le maire de la City de Londres souhaite créer un fonds d'investissements pouvant atteindre 100 Md£ afin de soutenir les entreprises britanniques à forte croissance

Nicholas Lyons, récemment élu lord-maire de la City de Londres (élu le 29 septembre 2022 pour un an, il est à la tête de la *City Corporation*, l'organe municipal de gouvernance de la *City*), a déclaré vouloir travailler avec les institutions de la *City* et le gouvernement pour créer un fonds d'investissement pouvant atteindre 100 Md£. Ce fonds serait destiné à soutenir les entreprises britanniques à forte croissance et pourrait rivaliser avec des fonds souverains tels que ceux du Moyen-Orient ou de la Norvège.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 17 et 29 novembre 2022 :

- Visible, *HealthTech* (entreprise ayant développé une application permettant de suivre les symptômes des maladies chroniques telles que le Covid long), Pre-Seed Round, 845 000 £
- Aide Health, *HealthTech* (plate-forme permettant aux professionnels de santé de surveiller l'état de santé des patients souffrant de maladies chroniques), Pre-Seed Round, 1,2 M\$
- Vektor AI, *HRTech* (plate-forme s'adressant aux professionnels du numérique cherchant à acquérir de nouvelles compétences en leur proposant une mise en relation avec un mentor adapté à leur profil), Pre-Seed Round, 2,1 M£
- Vestico, *AI* (plate-forme proposant aux clients de visualiser l'effet de produits de mode et de beauté sur des images de personnes leur correspondant physiquement), Seed Round, 250 K£
- SigmaOS, *Software* (start-up qui développe un navigateur web pour MacOS à destination des chercheurs et créateurs de contenus afin d'améliorer et accélérer le travail sur internet), Seed Round, 4 M\$
- Carbon Re, *CleanTech* (start-up développant des logiciels de gestion et de réduction de la consommation d'énergie pour les entreprises manufacturières), Seed Round, 4,2 M£
- Surfboard, *Software* (plate-forme développant des solutions logicielles pour remplacer les anciens systèmes de gestion sur le lieu de travail), Seed Round, 4,2 M£
- Quix, *Cloud* (plate-forme proposant un service en nuage utilisé par les développeurs pour créer des applications pilotées en temps réel sans avoir à fournir leur propre infrastructure de données), Série A, 11 M£

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

- [Banked](#), *FinTech* (plate-forme proposant un service de paiement de compte à compte se positionnant comme une alternative aux systèmes de cartes), [Série A, 15 M\\$](#)
 - [WeGift](#), *FinTech* (plate-forme permettant aux marques d'offrir à leur clients des récompenses en ligne suite à leurs achats), [Série B, 26 M£](#)
 - [BeZero Carbon](#), *ClimateTech* (plate-forme proposant aux entreprises une notation de leurs émissions carbone), [Série B, 42,4 M£](#)
 - [Osler Diagnostics](#), *HealthTech* (start-up développant un dispositif portatif testant des biomarqueurs de maladies en un court laps de temps), [Série C, 73,8 M£](#)
 - [Pulsiv](#), *CleanTech* (start-up développant une technologie destinée à améliorer l'efficacité énergétique des panneaux solaires), [Venture Round, 1,5 M£](#)
- 